

Juge et Partie

L'Union Africaine (UA) envisage d'accorder au Soudan l'honneur d'accueillir son sommet en janvier 2006. Ceux qui parrainent des crimes contre l'humanité ne devraient pas recevoir ce privilège. Lorsqu'en juillet 2005, le sommet devait avoir lieu au Soudan, et qu'il fut réuni en Libye, telle était l'opinion de l'UA. A-t-elle changé d'avis ?

De plus, lors du sommet, aura lieu l'élection à la présidence de l'UA qui devra revenir par rotation à un État de l'Afrique de l'Est. Le Président soudanais el Béchir est candidat.

L'UA a un rôle primordial au Darfour. Sa force AMIS a déployé 7000 hommes afin de vérifier un accord de cessez-le-feu entre troupes gouvernementales et rebelles. Elle s'est constamment heurtée à l'obstruction systématique du gouvernement soudanais. En octobre, cinq soldats nigériens d'AMIS ont été tués lors d'échange de tirs qui ont duré plusieurs heures avec les milices *janjawid* soutenues par le gouvernement. Ils n'étaient pas protégés dans des véhicules blindés, le gouvernement soudanais avait pris soin de les leur interdire. Ce n'est qu'en novembre, après des mois de refus, que le gouvernement soudanais a autorisé AMIS à importer 105 véhicules blindés de transport de troupes. Khartoum songe-t-il à inviter au sommet les familles des militaires tués ?

Le mandat d'AMIS a été étendu pour inclure la protection des civils. Les demandes faites à Khartoum par l'UA de désarmer les milices *janjawid* responsables de la plupart des exactions, n'ont pas été écoutées. Son représentant au Soudan, Baba Gana, a condamné, début octobre, l'accroissement de la violence et dénoncé le gouvernement soudanais qui continue de soutenir les attaques lancées contre les civils par les milices *janjawid*. Certes il conviendrait au Soudan de se trouver, en tant que Président de l'UA, à la tête de la force AMIS.

L'UA et notamment sa présidence, est médiatrice du conflit entre le gouvernement soudanais et les rebelles. Il conviendrait également parfaitement au gouvernement soudanais de se charger de ce rôle. On comprendrait moins que les États africains l'acceptent. Tous les chefs d'État de l'Est africain ont des problèmes, mais ils ne sont pas en opposition d'intérêt avec le mandat de l'UA.

Comment le Soudan peut-il être juge et partie ? Pour l'UA choisir le Président soudanais, ce serait accepter un génocide au Darfour.

Sans s'appesantir sur ces difficultés, Mustafa Osman, ancien ministre des Affaires étrangères et nouveau conseiller de Béchir, souligne que le Soudan est bien placé pour promouvoir la coopération arabo-africaine (sic) et que 2006 sera le cinquantième anniversaire de son indépendance.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, a prévenu : « L'intensification redoutable de la violence depuis deux mois compromet l'acheminement de l'aide humanitaire, fait des morts parmi la population civile et le personnel AMIS. Des villageois ont dû s'enfuir, certains pour la deuxième ou troisième fois. La violence a durement touché les enfants, les parties continuent à recruter des enfants soldats. La violence sexuelle est particulièrement grave. Le problème ne peut être résolu que par une solution politique».

La scission du Mouvement rebelle de Libération du Soudan (*lire la journaliste britannique Julie Flint in Darfour*), provoque une anarchie totale des Seigneurs de la guerre qui s'ajoute à celle amenée par les *janjawid* et les bandits. Ce schisme rendait plus difficile encore un dénouement pacifique aux pourparlers de paix d'Abuja. Mais les amers reproches faits au sécessionniste Minni Mirkawi par les NU, tous les Occidentaux et surtout l'UA, qui a assorti les siens de menaces de sanctions, ont obtenu que les deux parties participent et aient un programme commun. Beaucoup d'espoir est mis dans la présence de membres du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS) dans les rangs gouvernementaux, ce qui donne à entendre leur accord sur les propositions qui seront faites.

S O M M A I R E

Vœux	p. 4
Juge et partie	
<i>Bételgeuse</i>	p. 1
Darfour	
Catastrophe :	
scission au sein du MLS	
<i>Julie Flint</i>	p. 2
Quelques arabes du Darfour	
<i>Julie Flint, Alex de Waal</i>	p. 3
La force publique n'applique pas les réconciliations	
<i>Jérôme Tubiana</i>	p. 3
La mission AMIS de l'UA	
<i>Refugees International</i>	p. 4
Sud Soudan	
L'Armée de Résistance du Seigneur	
<i>Africa Confidential</i>	p. 7
Réponse Internationale <i>ECOS</i>	p. 7
Pétrole et économie	
Quelle politique se cache... ?	
<i>Rob Criley Irish Times</i>	p. 5
Affaires Étrangères	p. 7
Politique Intérieure	p. 2
Opposition	p. 8
Front Est	p. 8
Ils ont dit	p. 8
Droits de l'homme	p. 8

POURPARLERS DE PAIX

Sixième session achevée le 20 octobre

Elle se termina sur l’engagement des parties que la session suivante serait décisive. La délégation gouvernementale était envoyée par le Congrès National et non par le gouvernement d’unité nationale, parce que le Congrès National et le MLPS n’étaient pas tombés d’accord sur une position commune.

CATASTROPHE

Scission au sein du rebelle MLS avec l’ambitieux Minni Mirkawi,

Julie Flint, extraits

[Le MLS fut fondé en 2001/2002 ; Abd el Wahib Mohamed Nour, un Four, l’ethnie la plus nombreuse, fut nommé président, un Masalit, vice-président et Abdallah Abakir, un Zaghawa, chef militaire. Ce Zaghawa avait un secrétaire, Minni Arcaui Minawi, qui avait été nommé à ce poste car contrairement à ses pairs en campagne, il savait lire et écrire. A la mort d’Abdallah en janvier 2004, Minni s’intitula secrétaire général du mouvement sans que le président du MLS ne soit là, ni qu’il le sache. Abd el Wahab s’occupe en effet surtout de diplomatie, il a un bureau à Nairobi et un quartier général à Asmara. Les problèmes commencèrent. Minni, qui n’avait jamais été élu jusqu’à cet automne, veut le pouvoir, il est opposé aux pourparlers de paix VS.].

Il y a 18 mois, Minni voulut « réunifier le MLS » qui n’en avait nul besoin, en attaquant la place forte montagnarde d’Abd el Wahib. Il ne réussit pas. En septembre 2005, Minni voulut empêcher trois commandants de se rendre à Abuja pour participer aux pourparlers d’octobre sur une liste MLS. C’était le Meidop Suleiman Marajan, un commandant populaire, qui jouit d’un soutien étendu des factions du MLS, le Docteur Saleh Adam, un Berti, et Jar el Nebi, un Zaghawa.

Politique Intérieure

La communauté internationale s’inquiète des lenteurs de la mise en œuvre du processus de paix et de la mauvaise volonté de Khartoum. Un exemple, la responsabilité de l’aviation civile a été enlevée au ministre MLPS des transports, Kuol Manyang Ajok par décret présidentiel. Les NU ont fait connaître leur anxiété. Les États-unis s’interrogent aussi sur le nombre de ministres ennemis de la paix dans le gouvernement central. La visite prévue fin novembre de Condolezza Rice pour parler de cette paix à Khartoum semble avoir été annulée après les commentaires désobligeants de Béchir sur Zoellick (*lire Ils ont dit*).

L’accord de paix contient un chapitre sur la situation spéciale de Khartoum. « La signification particulière » du respect de toutes les cultures et croyances dans la capitale « symbolise l’unité nationale ». Le comité joint n’est pas arrivé à un accord sur l’administration de Khartoum. Le CN considère Khartoum comme une ville du Nord soumise à la charia et le MLPS comme une capitale nationale où tous les Soudanais doivent se sentir chez eux.

L’ALPS a assimilé les Sudan Alliance Force qui combattaient le gouvernement soudanais sur la frontière érythréenne et qui, aux termes de l’accord de paix étaient considérée comme une milice devant se rallier soit au gouvernement soit à l’ALPS.

Les exactions se multiplient. Quinze mille personnes sont nouvellement arrivées dans les camps alors que l’UNHCR ne peut plus subvenir à leurs besoins, faute d’argent. Une cinquantaine de Darfouris sont parvenus en France où ils demandent l’asile politique.

Pour la première fois des janjawid ont pris en embuscade leurs alliés, la police nationale. La police contre attaqua, tuant quatre janjawid et en capturant deux autres qu’ils mirent dans la prison de Geneina. Quelques jours plus tard, le 21 septembre, les janjawid vinrent à Geneina, fermèrent le marché, libérèrent leurs deux combattants janjawid, et poursuivirent les deux policiers qu’ils jugeaient responsables de la mort des quatre janjawid. Les janjawid occupèrent Geneina quatre jours, jusqu’à ce que, lors d’une confrontation tendue avec les forces gouvernementales, ils acceptèrent de quitter la ville. (Refugees International)

Avertis que Minni voulait les kidnapper, les deux premiers appelèrent sur leur portable l’Union Africaine qui leur envoya un hélicoptère pour Abuja. Le troisième s’enfuit de nuit à dos d’âne et arriva aussi à Abuja. Les forces de Minawi kidnappèrent d’abord cinq membres de leur escorte qu’ils tuèrent, puis trois proches de Marajan qu’ils torturèrent avant de les relâcher. Marajan joua un rôle crucial à Abuja entre Abd el Wahib et la délégation que Minni y envoya sur extrême pression américaine. Ce fut sans résultat à cause de l’inflexibilité de Abd el Wahab. Sur ce, Minni organisa un rassemblement de ses supporters dans le Jebel Marra à Hashkanita pour élire un président du MLS, ce que rien ne prévoyait. Il y invita Abdel Wahab qui refusa de s’y rendre, n’étant pour rien dans l’organisation du rassemblement. La conférence élit, sans surprise, Minni président du MLS avec seulement 411 voix pour et 222 abstentions, bien que ce fût un vote de ses fidèles, et un genre de coup d’État. Marajan, le Dr Saleh et Jar el Nebi étaient opposés à cette réunion, y voyant une conférence de division plus que d’unification. Ils voulaient aussi que Minni se retire des zones qu’il contrôle à cause de ses exactions contre les populations civiles.

Le 8 novembre, des partisans de Minni se saisirent de Marajan dans une embuscade. Minni veut le faire juger pour corruption. On craint pour sa vie. En effet ayant très bien connu Minni, Marajan est très au fait de ses violations de Droits de l’homme, y compris du meurtre du roi Four de Um Bero, et une série d’exécutions à chaque coucher de soleil de gens qui, étant instruits, pouvaient lui porter ombrage. Avec ce kidnapping, Minni voulut sans doute aussi lancer un avertissement à ceux qui souhaitent poursuivre les pourparlers d’Abuja. Des forces loyales à Marajan se mobilisent contre Minni.

Le 9 novembre les partisans de Minni attaquèrent un camp du Dr Saleh à Maw dans le Dar Berti, un jour de marché où le gros village était plein de civils. L’attaque dura quatre heures. Il y eut des tués même parmi les civils et deux kidnappings. Le sort des kidnappés est inconnu.

L’une des principales cartes de Minni était qu’il avait le soutien d’éléments clés de l’administration américaine et des Nations Unies. Mais Zoellick, le Secrétaire d’État américain adjoint pour l’Afrique, a voulu réconcilier Abd el Wahab et Minni à Nairobi. Il aurait été prêt à reconnaître la suprématie de Minni ; Minni n’y vint pas, il envoya une délégation intransigeante, pas du tout prête à la conciliation, et Zoellick pensa à nouveau à Abd el Wahab. Les Nations Unies suivirent.

Minni s’appuie sur sa propre section des Zaghawa, les Beni Digen. Il s’est aliéné la plupart des tribus du Darfour, y compris beaucoup de Zaghawa, les intellectuels, les anciens.

« Les Zaghawa ont un code d’honneur très strict, dit un conseiller de Minni. Notre orgueil et notre honneur ont souffert. Nous n’avons jamais vu ce genre de tuerie. Il n’y a ni règle, ni ordre, ni vision. Minni est une catastrophe ».

Une catastrophe à laquelle la communauté internationale doit retirer son soutien.

Enfin Minni s’est rendu à la 7^{ème} session d’Abuja comme Abdel Wahab, avec lequel il doit présenter un projet commun (VS).

QUELQUES ARABES

Darfur, a short history of a long war
Julie Flint & Alex de Waal –Zed Books
(Extraits traduits et résumés par VS)

[On parle de janjawid arabes contre paysans africains. La vérité est plus complexe VS]

Des arabes sont commandants dans l’ALS, parmi eux **Ahmed Kubbur**, un commerçant Rizigat du Sud Darfour qui avait été formé par l’ALPS, et **Ismail Idriss Nawai**, un avocat, dans l’est du Darfour..

Musa Hillal le principal chef janjawid est célèbre par les horreurs qu’il commande. En juillet 2004, quand le Conseil de Sécurité intima l’ordre au gouvernement soudanais de désarmer les janjawid, ce dernier savait bien qu’il ne l’aurait pas pu, même s’il l’avait voulu. Musa trouva plus prudent d’écrire aux dirigeants de l’État : « La décision lâche et sans valeur » de désarmer les janjawid serait impossible à appliquer. Ses hommes ne rendraient pas leurs armes. « Dieu est grand. Nous continuons sur le chemin du djihad ». Copie de cette lettre fut envoyée « aux combattants loyaux et honorables de notre nation ». Musa appartient de longue date au Rassemblement Arabe, selon lequel, les Four, ayant eu le sultanat près de trois siècles, ont assez commandé ; il est temps que le Darfour, la résidence des Four, prenne un autre nom. Ce Rassemblement n’est pas très bien connu. Naquit-il à la suite de la légion arabe de Kadhafi quand en 1984 il voulait créer un empire sahélien arabe ?

Sayed Mahmoud Ibrahim Moussa Madibou, chef traditionnel des Bagara Rizeigat, la plus importante tribu du Darfour, une tribu de vachers sise au Sud Darfour, est peut-être la meilleure chance de paix de la région. Son frère aîné Hassan, autorisa des milliers de Bagara à se battre pour Khartoum contre l’ALPS. Mais lorsque Sayed Mahmoud succéda à son frère en 1990, il avait réalisé que la guerre du Sud n’était pas gagnable et il organisa une trêve avec l’ALPS. Quand des membres de sa tribu tinrent des discours enflammés sur la supériorité des arabes, il les réprimanda. Surtout il refusa de s’engager dans la guerre janjawid, pensant que entretenir de bonnes relations avec ses voisins africains valait mieux que de se battre pour un gouvernement lointain et capricieux. Le gouvernement essaya d’acheter le soutien de sa tribu et le gouverneur du Sud Darfour essaya de saper son autorité en engageant des miliciens Rizeigat pour les janjawid. Quand en 2004, la SLA attaqua le Sud Darfour, il

dit aux milices de défendre seulement leurs terres sans la poursuivre. Sans le soutien d’Anciens comme Sayed Mahmoud, la guerre du Darfour n’a aucune légitimité pour les Darfouris arabes. Sayed Mahmoud a aussi mobilisé discrètement l’administration traditionnelle, des aristocrates qui croient en la paix et la stabilité. Il a protégé des déplacés non arabes venus dans son territoire et fait admettre aux tribus voisines que toute difficulté avec ces déplacés ne devait pas donner lieu à rétorsion mais être portée devant lui. Il a opéré une réconciliation avec la tribu Ma’aliya. Il se rendit à Abuja avec 28 Anciens des tribus, où il dit aux rebelles que l’on n’obtenait rien par la force. Ce qui fâcha le gouvernement est qu’il se rendit après en Libye pour participer à une initiative de paix de Kadhafi, où, inopinément ce dernier encouragea les initiatives tribales. Les délégations pro Khartoum et pro rebelles eurent beaucoup d’opinions communes, par exemple qu’elles devaient s’en tenir à l’ancien système de propriété terrienne et que Khartoum ne devait pas interférer dans l’administration tribale. Les Anciens décidèrent à Tripoli de reconstruire un ordre social basé sur la paix et la stabilité. Ils y convoquèrent même Musa Hilal qui, poussé par sa tribu, s’y rendit et tendit la main aux Anciens Four et Masalit. Il s’excusa presque pour ses exactions, disant qu’il n’agissait ainsi que sur les ordres du gouvernement.

Encouragés, les Anciens du Darfour cherchèrent leurs propres solutions. Il y eut des commencements de réconciliations Arabes/Masalit et Meidob/Zayadiya. **Mais le gouvernement y mit le holà.** Il soudoya, menaça, et discrédita les initiatives des chefs ; puis quand Kadhafi les invita à nouveau pour le suivi de leurs travaux, Khartoum leur refusa les visas et nomma de nouveaux représentants qui n’eurent le droit de parler, ni de crimes contre l’humanité, ni d’amnistie des rebelles, ni, ni, ni. Sayed Mahmoud approche des quatre-vingt ans et commence à se fatiguer.

L’ETAT N’APPLIQUE PAS les décisions des conférences tribales de réconciliation

Jérôme Tubiana
Afrique Contemporaine n° 214 Extraits

En 1987-1989, les villages Four furent attaqués par les arabes dont le bras armé est déjà des milices janjawid. Une conférence de paix intertribale prévoyait que le prix du sang soit payé pour chaque homme tué, que les nomades ne pénètrent plus dans les champs cultivés de juillet à février et que le gouvernement réquisitionne toutes les armes. Rien ne fut payé, les nomades continuèrent à paître leurs troupeaux dans les champs et le gouvernement réquisitionna les armes des Four mais pas celles des arabes. Autre conférence de paix après un conflit ouvert entre Masalit et arabes Mahamid à partir des années 94-95 ; les décisions ne sont pas appliquées. A nouveau, conférence de réconciliation entre des Zaghawa et des Arabes Awlad Zeid. Le gouvernement devait payer le prix du sang devenu trop cher pour les protagonistes, il ne l’a pas fait ; il n’a rien fait non plus pour que les Arabes respectent le résultat des négociations.

Les conférences de réconciliation intertribales sont totalement inefficaces si le gouvernement refuse d’en appliquer les décisions (VS).

(suite page 4)

MISSION DE L'UNION AFRICAINE AMIS*Refugees International (Extraits)*

A la suite d'une longue visite sur le terrain et ailleurs, cette association américaine vient de préparer un rapport sur la mission AMIS que nous traduisons et résumons. Pour ceux qui souhaiteront lire le texte entier* nous signalons que la partie concernant les causes de la guerre, est peu exacte.

On doit beaucoup remercier l'Union Africaine (UA) qui a assumé un rôle difficile dont personne d'autre ne voulait. Elle remplit cette mission avec beaucoup de dévouement.

Les difficultés ne lui sont pas comptées. La première est son mandat : surveiller un cessez-le feu entre l'armée soudanaise et les rebelles. La protection des civils n'est mentionnée que lorsque ces derniers risquent une menace imminente dans son voisinage immédiat. Cette restriction a causé beaucoup de frustration à l'UA, chez les déplacés et dans la communauté humanitaire. Le gouvernement soudanais résiste activement à toute tentative d'étendre ce mandat.

Des problèmes se rencontrent dans les mécanismes d'investigation. Leurs équipes comprennent non seulement des représentants tchadiens, américains et européens, mais aussi un représentant de l'armée, un de la SLA et un du MJE. L'idée est que ces derniers doivent faciliter l'accès aux régions qu'ils contrôlent respectivement. Mais ces représentants vivent dans les bases AMIS et ont accès à toutes les informations. Souvent ils téléphonent pour avertir leurs homologues de l'arrivée de la mission. Ils peuvent aussi contrôler quand et où une enquête a lieu, en refusant par exemple de s'y rendre, comme c'est arrivé avec un MJE.

Les interprètes sont une autre source de problèmes. Les interprètes soudanais sont rarement impartiaux [le gouvernement en fait chanter probablement plus d'un]. Ils sont difficiles à trouver car les ONG en demandent aussi beaucoup. Parfois des officiers libyens ou égyptiens ont servi d'interprètes, et l'on connaît leur préjugé pro arabe. En fait il faudrait des interprètes non arabes, par exemple des Sud Soudanais.

Étant donné la taille du Darfour [la France], AMIS n'a pas assez de personnel même pour se protéger elle-même. Elle n'a pas atteint son but de 7700 hommes, les factions armées ne respectent plus du tout le cessez-le feu .et on lui demande en sus d'escorter des convois.

AMIS a aussi des faiblesses en matière de commandement, de contrôle, ses communications sont inefficaces et il n'y a pratiquement pas de Renseignement. Des Observateurs ne connaissent pas les méthodes d'enquête de base. Il semble qu'aucune liste de questions n'ait été préparée. Même quand l'enquête est bonne, il manque de personnel capable d'analyser les informations, ce qui empêche les commandants de réagir. L'OTAN forme les officiers aux fonctions de commandement et d'État-major. Une simulation, incluant des ONG et utilisant des cartes avec des scénarios de choléra et de décès en masse a apporté des améliorations. Des officiers de l'OTAN ont aussi aidé des officiers UA. Ils apportent des progrès, mais Khartoum, attentif, retarde leurs demandes de visas.

L'Union Européenne forme les policiers non armés d'AMIS qui doivent accompagner le police soudanaise. Leur déploiement devrait être accéléré. Toutefois comme ils ne sont pas armés, leur défense comme leur transport dépend de l'UA ou de la police soudanaise ce qui réduit leur rayon d'action d'autant qu'ils ne semblent pas avoir pris beaucoup de contacts avec la population. Une formation manque toujours, celle à la prise de conscience du problème des viols. Le PNUD, l'UNICEF, l'unité des Droits de l'Homme d'UN MIS et le Commissariat NU aux Droits de l'homme doivent s'en occuper. Le financement viendra du Japon. Il faudrait plus de policiers femmes.

Toutes ces formations rencontrent une difficulté supplémentaire, avec les rotations et le changement fréquent de personnel.

Un autre point est le peu d'équipement et d'armement. Les États donateurs doivent offrir à AMIS plus d'équipement de communication et de véhicules assortis de conseils pour s'organiser. Les radios ne sont pas cryptées et, pour écouter les radios que les autres envoient en clair, il leur manque des arabisants. Un élément crucial est que les armements d'AMIS sont beaucoup moins puissants que ceux de chacune des forces armées en présence, gouvernement, janjawid, et mêmes rebelles, qui en reçoivent officiellement ou non, de Libye, du Tchad et d'Erythrée. AMIS est sans aucun doute largement dépassé dans les domaines de la puissance et de la portée de ses armes ; il peut être frappé sans savoir d'où vient le coup et n'avoir aucune possibilité de représailles. C'est à ce déficit que sont dus les incidents au cours desquels les hommes de l'UA ont dû fuir ou ont été tués. Khartoum a interdit à l'UA l'importation de 105 véhicules blindés de transport de personnel prêtés par le Canada en juin 2005, sous le prétexte qu'ils pourraient leur être pris par les rebelles. C'est seulement en octobre que fut autorisée l'arrivée de 35 d'entre eux [et le 14 novembre des 105 sur l'insistance de Zoellick AFP]. Khartoum impose aussi de sévères restrictions sur l'utilisation des hélicoptères civils de l'UA dont les pilotes doivent retourner à Khartoum tous les deux mois pour renouveler leurs permis de piloter. L'UA n'a pas de cartes militaires et se sert de celles du Centre d'Information humanitaire des NU qui ne lui sont pas adaptées.

L'UA manque aussi de planification financière, ce qui cause des frictions avec les États donateurs. Les NU ont commencé à aider : ses contrats n'étaient pas compétitifs car la planification de la mission était à très court terme.

Malgré tous ces inconvénients, l'UA doit être félicitée pour être allée là où les Occidentaux avaient peu d'appétit à se rendre ; elle a su faire collaborer les forces des différents États africains à une mission qui a apporté un certain niveau de sécurité et de prévention.

* www.refugeesinternational.org (23 pages).

- **Succès momentané (?) d'une révolte sur la 4ème cataracte** Au barrage de la 4ème cataracte, appelé Merowé ou Hamdab, au nord de Khartoum, dans la grande boucle du Nil, le torchon brûle entre l'autorité du barrage et les habitants. Les entrepreneurs chinois construisent des tours pour le réseau électrique et se servent tant pour le ciment que pour leur propre usage des puits de Sani, un centre des nomades Manasir. Ils empêchent les nomades, leurs femmes et leurs enfants d'en approcher, et ont fait appel pour cela aux forces de sécurité de l'autorité du barrage. Le Comité des personnes affectées par le barrage a essayé d'obtenir un arrangement à l'amiable sans aucun résultat. L'autorité ne reconnaît plus le comité bien qu'elle ait assisté à ses élections et déclaré qu'elles étaient justes et transparentes. Le comité a envoyé un ultimatum à l'autorité qui lui a dit de « monter le plus haut de leurs chevaux », un proverbe qui veut dire appeler au combat. Le comité a dit à la population de s'attendre au pire. (Sudan Tribune 28 11). Qui ne tarda pas. Les forces de sécurité, augmentées de renforts, ont, dans l'île Sherri, fouillé les maisons, tenté d'arrêter les auteurs de l'ultimatum et terrorisé les villageois. Ces derniers ont détruit les bureaux de l'autorité et les forces de sécurité se sont enfuies. Joie dans l'île. Des rapports non confirmés affirment que le gouvernement envoie trois bataillons de l'armée. Toutefois l'armée appartient aux mêmes tribus que les gens de l'Etat du Nord, mécontentes des confiscations illégales de terrains agricoles faites il y a deux mois chez elles par l'autorité du barrage, et l'on ne peut prévoir les conséquences d'un tel envoi (30 11 05, comité de soutien des résidents du barrage). HRW 30 11

- **Des déchets d'égouts grecs au Soudan.** La Grèce projette d'envoyer au Soudan 170 000 tonnes d'immondices, semble-t-il d'origine humaine, où une usine américaine, après en avoir extrait les métaux lourds, les sécherait et les compacterait pour qu'ils soient utilisés comme fertilisants. Selon le chef de Greenpeace, Grèce, l'utilisation de ces fertilisants au Soudan quand il est interdit en Grèce, ressort de racisme environnemental. Le Soudan a accepté l'envoi. (Kathimerini 29 11). Vigilance Soudan n'a jamais entendu parler d'une telle usine américaine.

- Béchir espère qu'avec de nouvelles découverte pétrolières dans le Nord, le Centre et l'Est la production atteindra 1 million b/j fin 2006 (AP 28 11).

- Yasir Arman, porte-parole du MLPS et membre du parlement national a demandé au gouvernement d'appeler « aéroport John Garang » l'aéroport prévu à Hag Youssif dans la banlieue de Khartoum Nord, ville que Garang aimait.

- L'investissement étranger direct dans le secteur non pétrolier s'élèvera à 2,8 milliards de dollars en 2005, il n'était que de 1,4 milliards de dollars en 2004. Le Soudan projette de construire de nouveaux ports et vend des participations dans les sociétés d'État dont Sudan Airways (Reuter 14 09) Le fonds monétaire arabe a prêté au Soudan 45 millions \$ pour réformer les secteurs bancaires et financiers (KUNA 28 11). La Banque Africaine de Développement ne lui a prêté que 8 millions \$ pour combattre la pauvreté (Sudan Tribune a 0610). En 2004, le Soudan a reçu 11,1% du total des investissements arabes dans les pays arabes, résultat dû à une simplification des procédures (SUNA 10 09). La Saoudi Development Fund a approuvé des facilités de crédit d'un montant de 1 866 300 dollars pour l'achat de camions et de remorques fabriquées en Arabie Saoudite (SPA 24 10).

- Le Secrétaire d'État adjoint américain Zoellick a dit à la Chine que faire des affaires avec le Soudan pouvait la priver de beaucoup mieux (PTI 8 09). Des experts américains redoutent que les ambitions de Pékin concernant les énergies puissent menacer la position dominante des États-unis. Au début de l'année la société pétrolière CNOPC, qui a des intérêts au Soudan, fut obligée d'abandonner l'achat de Unocal, parce que c'était contraire aux intérêts américains (AFX 08 09).

- Les 10 États riverains du Nil ont lancé un projet de 15 millions de dollars pour fournir un cadre coopératif pour le développement des ressources du fleuve, semble-t-il destinées à la consommation humaine. Ainsi beaucoup de sociétés privées gagnent beaucoup d'argent de ses ressources en eau mais ne font rien pour les protéger. Des produits chimiques mortels furent trouvés dans le lac Victoria. Deux cent millions de gens vivent dans le bassin du Nil ; l'accroissement de cette population implique un accroissement du bétail qui met une forte pression sur la demande en eau. Déjà le manque d'eau empêche la

production de nourriture. Il convient d'utiliser l'eau plus efficacement (Daily Monitor Kampala 06 09). Le gouvernement éthiopien planifie son plus grand barrage à buts multiples pour un coût de 800 millions de dollars dont le Soudan et l'Égypte supporteront une partie du coût (ENA 27 09).

- Un *Eastern African Submarine System*, consistant en un câble en fibres optiques de deux pouces de diamètres, de 9 900 km de long et à Une profondeur de 2500 mètres, reliera Durban à Port Soudan et servira 17 pays. Il coûtera 230 millions de dollars. Sa construction commencera en 2006 (Dar el Salam 03 09).

- La République slovaque a annulé les dettes du Soudan d'un montant de 38 millions de dollars (ST 26 10).

- En août dernier, le gouvernement indien a autorisé sa société nationale ONGC Videsh à investir 100 millions de dollars de plus pour l'exploration dans le Block 5A (ST 29 10). Les Chemins de fer indiens ont envoyé 3 locomotives au Soudan (PTI 20 10).

- Une nouvelle compagnie aérienne enregistrée au Kenya et propriété de Sud Soudanais vivant en Norvège, en Suède et aux Pays Bas, Imatong Airlines, reliera Nairobi à Rumbek deux fois par semaine et reliera également Rumbek à d'autres ville du Sud Soudan. Elle transportera passager et fret (LOI 10 09).

- La Banque Mondiale va ouvrir un bureau au Sud Soudan pour suivre la mise en œuvre de ses projets qui touchent la santé, l'éducation, les ressources en eau et l'agriculture. Elle souhaite activer le rôle du secteur privé (ST 12 09).

- Les NU ayant déminé la route de Juba à Yei, les marchés sont à nouveau pleins. Des bars ont ouvert (Reuter 23 11).

Quelle politique se cache derrière la course chinoise au développement du Soudan ?*Rob Crilly Irish Times (Extraits)*

Un drapeau chinois solitaire flotte sur le nouveau pont de Khartoum. Khartoum est à l'épicentre de la dernière lutte pour l'Afrique alors que des sociétés extrême-orientales s'y déversent cherchant le pétrole, le fer et d'autres minéraux qui nourriront les besoins de l'économie chinoise en pleine croissance. En même temps ces sociétés construisent des barrages, des ponts, des routes. Des douzaines d'entrepreneurs chinois s'entassent aux portes du service d'immigration, des minibus sont couverts d'écriture cantonnaise et les restaurants chinois abondent. La croissance est surtout basée sur le pétrole. Le Soudan a maintenant la troisième industrie pétrolière de l'Afrique sub-saharienne et la Chine y joue un grand rôle. S'agira-t-il d'une nouvelle lutte pour l'Afrique comme on en a connu une de la part des puissances européennes à la fin du 19^{ème} siècle ?

Le commerce entre la Chine et l'Afrique a triplé de 2000 à 2004. Elle déverse 100 millions \$ sur la Zambie, essentiellement pour le cuivre et le tourisme, elle a signé avec l'Angola un accord de 2 milliards \$, achetant du pétrole et des droits d'exploitation. Tandis que d'autres gouvernements posent des questions embarrassantes sur la corruption ou la protection de l'environnement, les Chinois préfèrent ne pas s'en mêler. Certains membres de l'administration américaine craignent que la Chine ne mette la main sur l'Afrique tandis que d'autres pensent qu'elle ne cherche qu'à satisfaire son insatiable marché intérieur. [Cela pourrait être les deux VS]. La Chine peut travailler dans des pays aux droits de l'homme douteux parce que ses sociétés ne subissent pas à cet égard les mêmes pressions que les sociétés occidentales. Certes la Chine n'a pas utilisé son droit de veto au Conseil de Sécurité contre les propositions de déferer les criminels du Darfour devant la Cour Pénale Internationale.

Un officier supérieur chinois, Xu, en visite au Soudan a déclaré apprécier la position continue du Soudan concernant l'unité de la Chine et le ferme soutien qu'il lui apporte pour ce qui regarde les droits de l'homme (Xinhua 28 11). Les investissements chinois encouragent la disparité entre la région de Khartoum et le reste du pays.

*Vigilance Soudan
adresse ses meilleurs vœux de paix
à ses lecteurs et à tous les Soudanais pour Noël et l'an 2006.*

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Décembre 2005 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Quotidien, Retour de déplacés Juba : Traversée du pont par 1,5 million de vaches

L'armée soudanaise n'est pas encore partie ; elle vit côte à côte avec l'ALPS.

L'eau vient directement du Nil aux robinets, il n'y a pas de toilettes publiques et les toilettes dans les maisons sont de moins en moins nombreuses. Un entrepôt comprenant 500 m³ de stocks de nourriture appartenant à l'ALPS a pris feu et a été entièrement détruit. C'est le troisième incendie important après un marché de plein air et un dépôt de munition. (Sudan Radio Service 22 11).

Des milliers de pasteurs Dinka s'apprêtent à traverser la ville et le pont de Juba, avec quelque 1,5 têtes de bétail, d'ouest en est. C'est le seul pont jusqu'au barrage de Jebel Awlia, près de Khartoum. Ils se mettent en route juste après la récolte et traverseront le Bahr el Jebel (Nil Blanc) par groupes de 10 000. Ils avaient fui la région de Bor à cause de la guerre pour se rendre en Equatoria de l'Ouest. Le PAM transportera par barge les enfants et leurs mères, les malades et les personnes âgées ; il fournira des provisions (AFP 29 11).

Mise en œuvre de la paix

Le premier travail de Salva Kiir fut de maintenir l'unité du MLPS à la mort de Garang pour pouvoir mettre en œuvre l'accord de paix. En même temps qu'il doit s'investir dans les problèmes d'administration et de développement, il lui faut assurer la **sécurité** du Sud. Les régions pétrolières du Haut Nil sont toujours interdites au MLPS. Outre l'horrible armée de Résistance du Seigneur, de nombreuses milices un peu partout pratiquent l'extorsion de fonds et la conscription forcée des déplacés de retour (ST 19 10). Il y eut des échauffourées tribales entre Zandé et Dinka. Une enquête est menée et l'on essaie de calmer les esprits (Sudan Radio Service 22 11). Bien sûr, l'argent manque, par exemple les 4 milliards de dollars promis pour le retour des déplacés/réfugiés à Oslo. Vingt millions viennent d'arriver (IRIN 29 11).

Gouvernement du Sud-Soudan

Salva Kiir a formé le gouvernement du Sud-Soudan. Pour ce faire, il devait tenir compte non seulement des capacités des ministrables et de leur appartenance politique, mais aussi de leur appartenance ethnique et de leur possibilité de résistance à la corruption. Finalement, ce gouvernement comporte 23 ministres appartenant au MLPS, 3 au Congrès National (comme prévu par l'accord de paix) et un au *Southern Sudan Democratic Forum*. Deux ministres n'ont pas été nommés, les affaires de l'armée, la coopération rurale et le développement. Salva Kiir aurait promis un poste ministériel aux milices SSDF. Il attend probablement une réconciliation avec elles pour s'exécuter, à moins que les membres Congrès National ne soient des SSDF. Quinze MLPS sont des fidèles de Kiir, contre neuf des fidèles de Garang, dont sa veuve, devenue ministre du transport et des routes. Les Dinka ont 45% des sièges, ils représenteraient 25% de la population, et à part eux et

les Zande, toutes les tribus se plaignent, y compris les plus petites. Les parlementaires Nouer ont protesté contre leur sous représentation tant au gouvernement fédéral, un seul Nouer, qu'au gouvernement du Sud-Soudan, deux. Certes l'un des deux, Riek Machar est le numéro deux du gouvernement après Salva. Certes aussi après toutes les alliances que les Nouer ont faites avec Khartoum, il serait peu surprenant que Salva s'en méfie. Pas non plus de ministre de la petite minorité musulmane du Sud. Il n'y a pas de ministre du pétrole, ce poste est tenu à Khartoum ! Pour que ce gouvernement réussisse, il faut que les Sudistes se resserrent derrière lui, oubliant un peu leur tribalisme, arrivent à passer par pertes et profits le fait de n'avoir pas eu le ministère fédéral de l'énergie, et aient des opinions constructives. C'est loin d'être fait. Il faut surtout que ce gouvernement réussisse. Le ministre fédéral de la justice ayant dit que la constitution du Sud Soudan était conforme, Salva Kiir doit la signer incessamment.

Les gouverneurs du Sud-Soudan : piège

Autre problème de nomination : l'accord de paix prévoit qu'un gouverneur du Sud sera choisi par le Congrès National et l'un du Nord par le MLPS. Le Congrès National a choisi bien entendu le gouvernorat de l'État d'Unité (Haut Nil Ouest), grand État pétrolier, et nommé un Sudiste qui était gouverneur lors du déplacement forcé de 50 000 à 100 000 Shillouk. Ces derniers sont furieux de cette nomination. Comme Clément Wani qui a été nommé gouverneur du Bahr al Jebel vient de déclarer qu'il faisait partie du Congrès National, cela fait deux gouverneurs du Sud appartenant à ce parti.

Les Commissions, un marché de dupes ?

La commission bipartite du pétrole gouvernement central/gouvernement du Sud, prévue par l'accord de paix, a finalement été établie le dimanche 30 octobre. Elle sera présidée par Béchir et Salva Kiir. La commission partagera les revenus du Pétrole (50% pour le Sud-Soudan, 48% pour l'État fédéral, 2% pour les zones productrices). Elle sera responsable des contrats. Mais les chiffres concernant la production de pétrole sont tenus secrets, comme les contrats, les ventes, la structure du ministère du pétrole

Pendant la visite que leur a faite Salva Kiir, les États-Unis sont intervenus avec un succès certain auprès du 2nd vice Président Ali Osman Mohamed Taha pour une formation rapide des autres Commissions bipartites prévues par l'accord de paix, qui comportent dans deux cas des étrangers.

Vint le 2 novembre, et la commission de mise en œuvre du cessez-le feu permanent : elle comprend un représentant du parti du Congrès National et un du MLPS, un officier supérieur de l'armée et un de l'armée de Libération du Peuple Soudanais, l'envoyé spécial des NU au Soudan, et un représentant de l'IGAD qui fut médiateur à la paix.

Début novembre fut nommée la Commission d'Évaluation de l'accord de paix qui doit examiner s'il est propre à encourager les Sudistes à voter pour leur unité dans le Soudan lors du référendum dans moins de six ans. Cette Commission sera dirigée par la Norvège en la personne de l'ambassadeur Tom Vraalsen, assisté d'un représentant italien.

Enfin le 19 novembre, fut formée la Commission pour la démarcation des frontières Nord/Sud comme au 1^{er} janvier 1956, date de l'indépendance. Cette Commission est particulièrement importante pour le partage des revenus pétroliers ; jusqu'à présent Khartoum n'a pas partagé les revenus de champs pétrolifères importants, disant qu'ils étaient sis au Nord. Selon nous, ils sont sis au Sud. Le même jour, établissement de la Commission pour l'allocation des ressources financières fédérales, et loi nommant un Conseil d'administration de la Banque du Soudan. Tous nos vœux accompagnent ces commissions. Celle des Droits de l'homme manque encore.

Réponse internationale

(ECOS)

Une série d'inconvénients sont à redouter en ce qui concerne la Réponse internationale à l'aide au Sud-Soudan, parmi eux, la domination de certaines ONG (USAID), la façon dont l'argent est distribué en échange ou non d'une comptabilité sûre et précise, le risque étant d'accroître la corruption, la concurrence entre les postes des Soudanais mieux payés par les ONG que par le gouvernement, ce qui pourrait affaiblir l'administration, enfin une conduite arrogante des ONG et des efforts non coordonnés.

L'Armée de Résistance du Seigneur

Selon Africa Confidential (24 10), deux Antonov ont survolé l'Equatoria de l'Ouest en octobre. Selon le MLPS et les NU cela signifie que Khartoum continue de soutenir l'ARS malgré l'accord de 2002 ; l'ALPS a quadruplé ses forces à Yei avec quatre bataillons pour attaquer l'ARS ; le mois dernier lors d'accrochages, avaient été tués, un ARS, et cinq ALPS – par une adolescente – ; l'armée ougandaise s'est déployée à proximité ; le leader de l'ARS aurait établi un camp sur la route Juba Torit ; il résiderait à Khartoum où il pourrait être remis à la Cour Pénale Internationale qui le réclame. Est-il plus utile pour le Congrès National de le conserver à la tête d'une force que l'on peut manipuler ou de le livrer pour détourner l'attention du Darfour ? (AC) La présence de l'ARS empêche le travail humanitaire et le retour des déplacés/réfugiés. Elle aurait tué deux démineurs appartenant à la *Swiss Foundation for Mine Action*, qui suspend ses travaux en attendant le résultat de l'enquête. Selon des gens sur place elle recrute beaucoup au Sud-Soudan.

Les Forces de maintien de la paix des NU seront dirigées par un Australien.

Affaires Étrangères

Les États-Unis ont renouvelé leurs sanctions pour terrorisme contre le Soudan à cause du Darfour et il ne semble pas que Salva Kiir ait plaidé ce dossier lors de sa visite. Les signaux hétéroclites de l'administration américaine, alternativement condamnant et louant le régime soudanais, ont peu fait pour que le Soudan mette le holà aux activités des *janjawid*. « Si les Évangélistes n'en font pas une priorité, l'administration n'en fera pas une priorité » a déclaré un haut fonctionnaire. Nous avons rapporté dans notre dernier numéro que les lobbyistes de C/R International avaient signé un contrat de 530 000 dollars pour fournir à Khartoum des « conseils stratégiques » sur la mise en œuvre de l'accord de paix et sur la coopération dans la guerre contre le terrorisme, pour faire pression afin d'obtenir la levée des sanctions américaines contre Khartoum et que soit donnée une « information exacte » concernant le Darfour. Les sanctions des États-Unis interdisent à tout citoyen américain de faire affaire avec des Soudanais. Il faut croire que l'administration Bush a fait explicitement une exception. Le parlementaire Frank Wolf a jugé que ce contrat était un exercice de relations publiques destiné à « contrecarrer la campagne mondiale contre la politique du gouvernement [soudanais] au Darfour ».

La crise du Darfour déstabilise le Tchad et l'Afrique

Centrale Des mutins tchadiens, appartenant à la garde présidentielle de Déby et apparemment faisant partie de ces Zaghawa hostiles à la politique pro soudanaise de Déby, se sont mutinés sous le nom de SCUD, et rendus au Soudan, dans le Jebel Moun. Ils veulent que Déby abandonne le pouvoir. Les mutins seraient selon eux 800, selon le gouvernement, 40. Déby a licencié la garde présidentielle et l'a remplacée par une autre unité, tirée de l'armée et de la police. Le Soudan s'est engagé à désarmer les mutins et à les traiter comme des réfugiés. Mais un accord entre Khartoum et N'Djaména obligerait les deux gouvernements à ne pas accorder refuge à leurs opposants armés. L'armée soudanaise affirme avoir expulsé du Jebel Moun les mutins, détruisant une grande partie de la force et faisant un prisonnier. Mais le Tchad accuse le Soudan d'utiliser ces hommes pour combattre les rebelles, ce qui a priori semble peu probable, puisque, s'ils se sont mutinés, c'est qu'ils étaient favorables aux rebelles, contrairement à leur gouvernement. La même cause semble être à l'origine d'une tentative de coup d'État en mai 2004 (Sudan Tribune 20/21 10, 15/19 11, Reuter 26 10 1/2/3/14/20 11, AFP 29 10). Quoi qu'il en soit, les attaques fusent entre Khartoum et N'Djaména.

Lors de la visite récente, au Vatican, du Cardinal

Zubeir Wako, archevêque de Khartoum, le pape Benoît a dit en substance que « l'Eglise se sent le devoir, de contribuer au processus de pardon » comme le disent les évêques du Soudan depuis longtemps. Benoît XVI a aussi mentionné les « horreurs » de la région du Darfour, mettant l'accent sur la « nécessité d'une plus grande résolution internationale de garantir la sécurité et les droits humains fondamentaux pour la population ».

DROITS DE L'HOMME

Violations

- L'assemblée Générale des NU a bloqué un débat sur un projet de résolution présenté par l'Union Européenne visant à exprimer l'inquiétude de l'Assemblée devant « le prolongement de la crise humanitaire au Darfour, le récent regain de violences perpétrées par toutes les parties au conflit et le constant climat d'impunité particulièrement en ce qui concerne les violences à l'encontre des femmes et des filles ». Les États africains ont soit bloqué le débat, soit été absents (nu-new-york-2005-11-23).

- **Une première, c'est dans le journal.** *Al Watan* rapporte que les forces de Sécurité ont arrêté pendant 9 heures et torturé huit étudiants en leur posant des questions sur leurs affiliations politiques. Ces étudiants avaient tenu un meeting public sur la situation des fermiers à la suite des projets de privatisation des périmètres irrigués de la Gezira et de Managil. Comme d'habitude, avant de les relâcher on leur fit signer qu'ils s'engageaient à ne parler à quiconque de leur détention et du traitement qu'ils avaient reçu, y compris avec des organisations de droits de l'homme. Les étudiants déclarent qu'une telle conduite des forces de sécurité est contraire à la constitution qui accorde la liberté d'expression (OMCT Cas SDN 241005/Sudan Tribune 23 10). Lors d'une interview à la radio soudanaise, un homme politique du Sud dont le nom n'est pas mentionné, a conseillé aux Sudistes de voter pour l'indépendance (Sudan Radio Service 23 11). Apparemment rien ne lui est arrivé. Bravo pour la liberté d'expression.

- Amnesty International (Amnesty-2005-11-09) s'inquiète du kidnapping par le rebelle ALS Minni Mirkawi de l'officier ALS Marajan (lire in Darfour scission au sein du MLS), et craint qu'il ne soit exécuté.

-Le procès aux États-unis contre le pétrolier Talisman, selon l'Alien Torts Act se poursuit. Les plaignants, l'Église Presbytérienne et des citoyens de l'ancienne concession de Talisman apportent de nombreuses preuves tirées de documents internes à la société, que Talisman était complice de Khartoum dans son nettoyage ethnique. Talisman répond entre autres que l'on ne peut savoir de quoi sont morts les gens puisqu'il y avait aussi des combats entre armée, milices et rebelles (The Ottawa Citizen 22 10).

Divers

- Les ONG continuent à protester contre la nouvelle loi qui les concerne. Mais le gouvernement du Sud-Soudan a fait de nouvelles réglementations concernant les ONG et les sociétés privées travaillant sur son territoire. Elles doivent s'enregistrer auprès du ministère des Affaires Légales, et après soumettre leur plan d'action au ministère compétent. Des frais d'inscription non remboursables devront être réglés. Leur montant n'a pas été précisé (Sudan Radio Service 24 11).

- Environ 4,5 millions d'enfants seront vaccinés par l'UNICEF, l'OMS et le gouvernement du Sud Soudan, contre la rougeole au Sud Soudan lors des 18 prochains mois. Là, la rougeole est due à un virus particulièrement infectieux qui frappe d'autant plus les enfants qu'ils sont mal nourris (UNICEF 29 11). La fièvre jaune s'est déclarée dans les Monts Nouba, ce qui est totalement inhabituel ; 1,7 million de personnes devraient être vaccinées (AP 29 11).

FRONT EST

Selon l'*Economist* du 29 09 ce sont les rebelles du Front Est qui prennent la relève alors que conformément à l'accord de paix, l'ALPS s'en va. L'armée gouvernementale a des milices et les gens ont peur qu'elle s'en serve comme de *janjawid*.

Les Nations Unies et la Libye ont cherché à intervenir diplomatiquement entre le Front Est et Khartoum. La Libye s'est fait rabrouer par Khartoum et les NU par le Congrès Béja. Théoriquement des pourparlers commencent en décembre. Le Front Est tient des ateliers à Asmara pour améliorer sa capacité à négocier.

OPPOSITION

L'AND entre au gouvernement

Le **parti populaire du Congrès** (Tourabi) a remis au rapporteur des Droits de l'homme des NU une liste de 44 membres de son parti en prison, et une autre de 48 membres qui doivent être jugés. Il demande une enquête internationale sur les rapports selon lesquels certains de ces membres seraient morts sous la torture en prison. Ce parti a également fait appel à la Cour constitutionnelle, au Ministre de la Justice, au Procureur Général pour que ses droits constitutionnels soient respectés et que ses membres emprisonnés soient relâchés (Al Ayam 05 09). Son chef a accordé une interview à Reuter ; il a déclaré que la formation du nouveau gouvernement poussait les Sudistes à voter pour l'indépendance parce qu'il n'avait pas partagé le vrai pouvoir. Ce nouveau gouvernement ne comporte pas assez de représentation de l'Est et du Darfour. « Il y a une dictature dans le pays, dirigée par un officier en uniforme qui est maintenant au pouvoir » a-t-il ajouté aimablement (22 09).

Le **parti Umma** a déclaré qu'il allait soumettre un mémorandum aux NU sur la nécessité de changer l'accord de paix en accord généralisé qui prendrait en compte tous les conflits du Soudan. Il a aussi critiqué la situation des droits de l'homme (UPI 22 10).

L'**Alliance Nationale Démocratique (AND)** a accepté d'entrer au Parlement où elle a vingt membres et au gouvernement fédéral où elle a deux ministres et un secrétaire d'État, plus qu'il n'était prévu par l'accord de paix. Elle espère par là aider à réaliser la paix dans tout le Soudan et à démocratiser le pays (Sudan Tribune 29 11).

ILS ONT DIT

Grand prix de la parole mensongère : Ali Osman Mohammed Taha, 2^{ème} vice-président, au Caire : « le conflit au Darfour est tribal, il n'est ni politique, ni un problème de génocide... Cette question a été exagérée au niveau international, quand en fait nous avons à faire à une situation typique très courante en Afrique » (AFP 13 11).

Al Béchir, Président de la République, deux jours après que Zoellick, Secrétaire d'État adjoint américain, ait quitté le Soudan où il s'était rendu pour essayer d'aplanir les problèmes du Darfour et ceux de la mise en œuvre de la paix du Sud : « Nous n'avons pas besoin de Zoellick pour résoudre nos problèmes internes. » (AFP 13 11).

Ceci est contraire au principe constant de Béchir selon lequel on doit se déclarer en profond accord avec toutes les suggestions, en remercier les auteurs et les oublier séance tenante.

Salva Kiir aux États-unis : « La mise en œuvre de la paix a pris du retard à cause de la mort de Garang, ce qui peut être expliqué facilement et pour d'autres raisons qu'il est difficile d'expliquer ».